

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 24/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE France

Ecopolis Lavéra Sud
BP n°3
13117 Martigues

Références : FR-D-2025-0663
SPR/2025-802
Code AIOT : 0006400942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement KEM ONE France implanté Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE France
- Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400942
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Kem One de Lavéra appartient au groupe Kem One qui dispose de huit sites industriels en France et d'un site industriel en Espagne. Classé au 3ème rang européen pour la production de polychlorure de vinyle (PVC), le siège social du groupe est situé en France. Implanté sur site depuis 1963, l'établissement de Lavéra produit du chlore, de la soude, de l'hydrogène, de l'acide chlorhydrique, de l'eau de javel, du chlorure de vinyle monomère (CVM) utilisé pour fabriquer le PVC, des chlorures de méthyle supérieurs (CMS) et des chlorures ferriques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions	AP de Mise en Demeure du 11/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	PFAs	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de procéder au récolement d'un arrêté préfectoral du 11 juillet 2023 mettant en demeure l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute nouvelle pollution de l'Anse d'Auguette, et de la mer, par déversement de substances chimiques ou d'eaux pluviales polluées, comme cela a déjà pu se produire dans le passé (chlorure ferrique, soude...). Il en ressort que les dispositions prises depuis par l'exploitant permettent de lever la mise en demeure (cf fiche de constat 2).

D'autres sujets ont également été abordés :

- un retour sur deux évènements survenus en 2024 (déclenchement POI chlore, dépassement DCE) , pour lesquels des éléments d'informations complémentaires sont demandés (fiche de constat 1)
- la réalisation de campagnes de mesures des substances per- et polyfluoroalkylées dans les effluents de l'établissement et de recherche de ces substances dans les produits et sous-produits présents. Une nouvelle inspection, qui sera à réaliser en 2026, permettra de contrôler les actions prévues par l'exploitant pour supprimer progressivement la présence de ces composés sur le site de Kem One Lavera (fiche de constat 3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a porté sur 2 évènements : 1 - POI chlore du 28/05/24 L'exploitant a informé le jour même vers 19h par téléphone la DREAL PACA d'une fuite de chlore qui s'est produite le mardi 28/05/24 vers 17h40 sur l'unité Electrolyse de KEM ONE à LAVERA suite à un arrêt des unités par perte électrique. Par courriel du 29/05/24, il a été demandé à l'exploitant la transmission d'un rapport d'accident sous 15 jours. Il a été reçu par courriel du 18/06/24. Des informations fournies dans ce rapport et des deux fiches GP adressées le 28/05/24, de celles recueillies lors de l'inspection du 28/06/24, complétées par l'envoi d'un courriel le 19/07/24, les faits sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• une panne électrique survient le 28/05/24, vers 17h45, suivi d'un déclenchement des détecteurs chlore de l'unité de dessiccation.• le poste de commandement incendie, informé dans les minutes qui suivent par l'exploitant, déclenche l'appel vers les astreintes de la plateforme et l'alerte gaz générale de la plateforme de Lavera. Le personnel de la plateforme est alors placé en confinement.• Le POI est déclenché à 17h58• A 18h00, l'électricité revient. L'ensemble des détecteurs chlore mesure 0 ppm. Des prélèvements dans l'air ambiant sont mis en place par les pompiers équipés de scaphandres, dans et à proximité du site. Aucune valeur de chlore supérieure à 0 ppm n'est mesurée.• Le personnel de la plateforme est déconfiné vers 18h37, et le POI levé vers 19h.

Concernant l'origine de la panne électrique, elle serait liée à un défaut électrique sur un câble reliant deux postes électriques (CL1 et CL5). Le groupe électrogène (No break) a pris le relais pour assurer l'alimentation des équipements critiques de sécurité. Les vannes d'isolement en sortie de la salle Electrolyse, en sortie de la dessiccation et au refoulement des compresseurs chlore se sont repliées en position de sécurité, les vannes de dégazage se sont ouvertes vers l'absorption. Mais un retour de gaz haute pression dans les étages basse pression du compresseur, associé à un dysfonctionnement du ventilateur de la colonne d'absorption (en raison d'un bornier du courant de secours défectueux), a généré une montée en pression (50 mb) et un dégagement par un percement dans une tuyauterie de la dessiccation, peut être préexistant et non détecté, dans la mesure où cette conduite est habituellement en dépression.

La quantité de chlore relâché a été évaluée à une vingtaine de kilos. L'exploitant indique qu'aucune personne n'a été intoxiquée.

Les actions correctives mises en œuvre ou prévues annoncées par l'exploitant sont les suivantes :

- Le bornier défectueux a été remplacé. Le test d'arrivée du courant de secours sur les postes secours n'est effectué que pendant les grands arrêts.

- Isolement réalisé et remplacement du câble défectueux prévu fin 2024, inspection visuelle de des câbles aériens HT réalisé puis tous les 5 ans, et amélioration de leur protection UV

- Réparation puis remplacement du tronçon de tuyauterie percée dès que possible et anticipation des inspections des tuyauteries similaires et situées à proximité (18 en tout) d'ici fin 2024. Ces tuyauteries, non soumises à la réglementation ESP ou PMII, font l'objet de plans d'inspections obligatoires au titre de l'art 2.4 de l'APC 2021-219. L'inventaire de l'ensemble des tuyauteries soumises aux dispositions de cet AP devait s'achever en juin 2025.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser, plus d'un an après la survenue de cet événement, le bilan des actions réalisées depuis (cf partie « demandes à formuler » ci-dessous).

2 - dépassement DCE - 12/04/24

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a informé la DREAL d'un dépassement du seuil d'anomalie de la valeur moyenne journalière de la DCE (1-2, dichloroéthane) détecté le 12/04/24 au niveau de la station de mesure ATMO située à l'école de Lavéra, avec une concentration moyenne de 39.6 µg/m3 (évalué initialement à 42 µg/m3).

La décapitation des événements de la tête de colonne D115, provoquée par la montée en pression de celle-ci à la suite d'un arrêt brutal du four C, aurait entraîné l'envoi à l'atmosphère d'un mélange de COV composé majoritairement de DCE dont la quantité totale a été estimée à ce stade à 3,8 t. L'exploitant précise que dans la colonne de distillation D161 (destinée à séparer le DCE en bas de colonne, du CVM en tête), du CVM s'est retrouvé en bas de colonne et s'est retrouvé ainsi mélangé au DCE dans la colonne D111 vers le traitement des légers ; il s'en est suivi une montée en pression de la colonne D115. Des actions correctives devaient être engagées pour intégrer le REX capitalisé à la suite de cet événement. L'exploitant en précisera le contenu.

Il est à noter que des investigations étaient également en cours pour améliorer la spécification du DCE au niveau du capteur ATMO, qui fait l'objet dans les mesures d'une collusion avec le méthylcyclopentane (produit émis au niveau de la plateforme de Lavéra par un tiers). Les mesures en continu du DCE ont été interrompues depuis le 04 juillet 2024, en accord avec ATMO, afin de trouver une solution (probablement la mise en place d'un spectromètre de masse). L'exploitant indiquera les mesures prises depuis 07/24 pour mesurer le DCE, et la date de reprise de la mesure du DCE en continu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**1 - POI chlore**

L'exploitant réalise sous 15 jours un bilan des actions engagées suite à la fuite de chlore du 28/05/2024, et notamment sur les points suivants :

- câbles HT : remplacement du tronçon de câble entre le poste CL1 et CL5, mesures retenues pour améliorer leur protection UV
- tuyauterie percée lors de l'incident du 28/05 et celles adjacentes (18) : synthèse des inspections réalisées et des actions correctives faites ou prévues (avec échéancier), état d'avancement de l'inventaire de toutes les tuyauteries soumises à l'art 2.4 de l'APC 2021-219

Il est également attendu que l'exploitant précise dans quelle mesure les modalités de test d'arrivée du courant sur les postes secourus ont été modifiées depuis l'incident (elles n'étaient réalisées que durant les grands arrêts) afin de s'assurer de leur fonctionnement entre deux grands arrêts.

2 - dépassement DCE

L'exploitant précise dans un délai de 15 jours suivant la date de réception du présent rapport :

- les actions correctives mises en œuvre à la suite de la décaptation des événements de la tête de colonne D115 ayant entraîné un dépassement du seuil de gestion des anomalies du DCE le 12/04/24 au niveau de l'école de Lavéra.
- les éventuelles mesures alternatives prises depuis 07/24 pour mesurer le DCE, et la date de reprise de la mesure du DCE en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures préventives pour éviter pollution aqueuse

Prescription contrôlée :

Article 1 - La société KEMONE Lavera dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé Immeuble le Quadrille, 19 rue Jacques Auriol - 69008 LYON est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune Martigues Lavera selon les détails et le délais énoncés ci-dessous :

Référence : Article 2,2,1 de l'AP du 31/03/2008 de référence

Prescription : Mise en œuvre des dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement - Délai : 9 mois

Constats :

La DREAL avait été informée le vendredi 21/10/2022 après midi par Kem One d'un rejet accidentel de 20 m3 de soude au niveau de l'Anse d'Auguette avec présence en mer d'une nappe blanchâtre provenant du rejet "Tunnel".

Pour rappel, trois rejets sont situés dans l'anse d'Auguette :

- L'un comprend les eaux épurées par la station d'épuration biologique de Naphtachimie
- Les deux autres sont issus de deux collecteurs nommés respectivement «Bonna» et «Tunnel». Le rejet "Tunnel" est alimenté notamment par la sortie des effluents chimiques des électrolyses de KEM ONE (après neutralisation du pH par l'atelier) ainsi que par le drainage des eaux pluviales collectées.

A l'issue d'une inspection menée le 22/11/2022, au cours de laquelle il a été considéré que les actions correctives prises par l'exploitant au lendemain de cet évènement n'étaient pas suffisantes pour prévenir d'autres déversements accidentels en mer de matières ou substances dangereuses pour la protection de la nature et de l'environnement via les différents réseaux du site (industriels et pluviaux), il a été proposé à M. le préfet de prendre un APMED, signé le 11/07/23, prescrivant :

- la remise d'une ETE sous 4 mois pour pouvoir confiner en toutes circonstances une pollution accidentelle provenant du site de Kem One Lavera avant qu'elle ne puisse rejoindre l'Anse d'Auguette (qui ne peut pas jouer le rôle de bassin de confinement)
- de réaliser les travaux nécessaires sous 9 mois.

L'ETE susvisée a été transmise par courrier du 10/11/2023, dans lequel il est précisé que :

- Les effluents chimiques de l'atelier CHLOE peuvent être détournés en tant que de besoin vers les bassins de 1500 m3 et 6000 m3 de la station d'épuration de la plateforme
- Les égouts pluviaux de CHLOE sont à ce jour détournables vers la cuvette du réservoir F124.
- Les effluents chimiques de l'atelier ELECTROLYSES peuvent être détournés vers une fosse prévue à cet effet (F770).
- les réseaux pluviaux du secteur électrolyses n'étaient pas encore détournables. Sur ce point, l'étude précisait un projet de détournement du réseau pluvial de l'atelier Electrolyse en cas de pollution de celui-ci vers la rétention du réservoir soude F124. Les réseaux pluviaux Nord et Sud seront collectés quant à eux en gravitaire grâce à la création d'un collecteur DN300 en PVC localisé dans le caniveau pluvial existant en bordure de la voie ferrée rejoignant le tunnel du F124. Des modifications devaient être exécutées sur les réseaux pluviaux existants afin de raccorder ce collecteur.

Au jour de l'inspection, l'ensemble des travaux était réalisé. Deux procédures (détournement des réseaux des secteurs Chloé et Electrolyse) ont été présentées et transmises à l'inspection par courriel du 19/07/2024. L'exploitant s'assurera que les capacités de rétention nécessaires dans la cuvette du F124 et de la fosse F770 restent disponibles.

La mise en œuvre des dispositions susvisées permet de solder l'écart et de lever les dispositions de l'AP de mise en demeure du 11 juillet 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>.....</p> <p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'art 4 de l'AM du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, l'exploitant a mené 3 campagnes de mesures en 2023 sur les rejets des ateliers Chloé et Electrolyse.</p> <p>Les résultats de ces campagnes ont été renseignés sur un outil à disposition de l'administration, appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p> <p>Si aucun dépassement n'est relevé sur les PFAS des rejets de l'atelier Chloé et Electrolyse, 3 dépassements sont relevés sur les AOF des rejets de l'atelier Electrolyse (à des valeurs respectives de 3, 2.27 et 15.1 µg/m³). L'exploitant précise néanmoins que ces résultats sont à considérer avec prudence, car ils peuvent faire l'objet d'interférence avec les chlorures.</p>

Concernant la présence possible de substances per- et polyfluoroalkylées dans les produits détenus par l'exploitant, elle a été recensée à ce stade au niveau d'émulseurs.

De nouvelles inspections seront programmées en 2026 pour évaluer les actions prises par l'exploitant pour fiabiliser les mesures des AOF au regard de la concentration des rejets en chlorure et proposer un plan d'action destiné à supprimer les substances per- et polyfluoroalkylées et leur dérivé présentes sur site .

Type de suites proposées : Sans suite